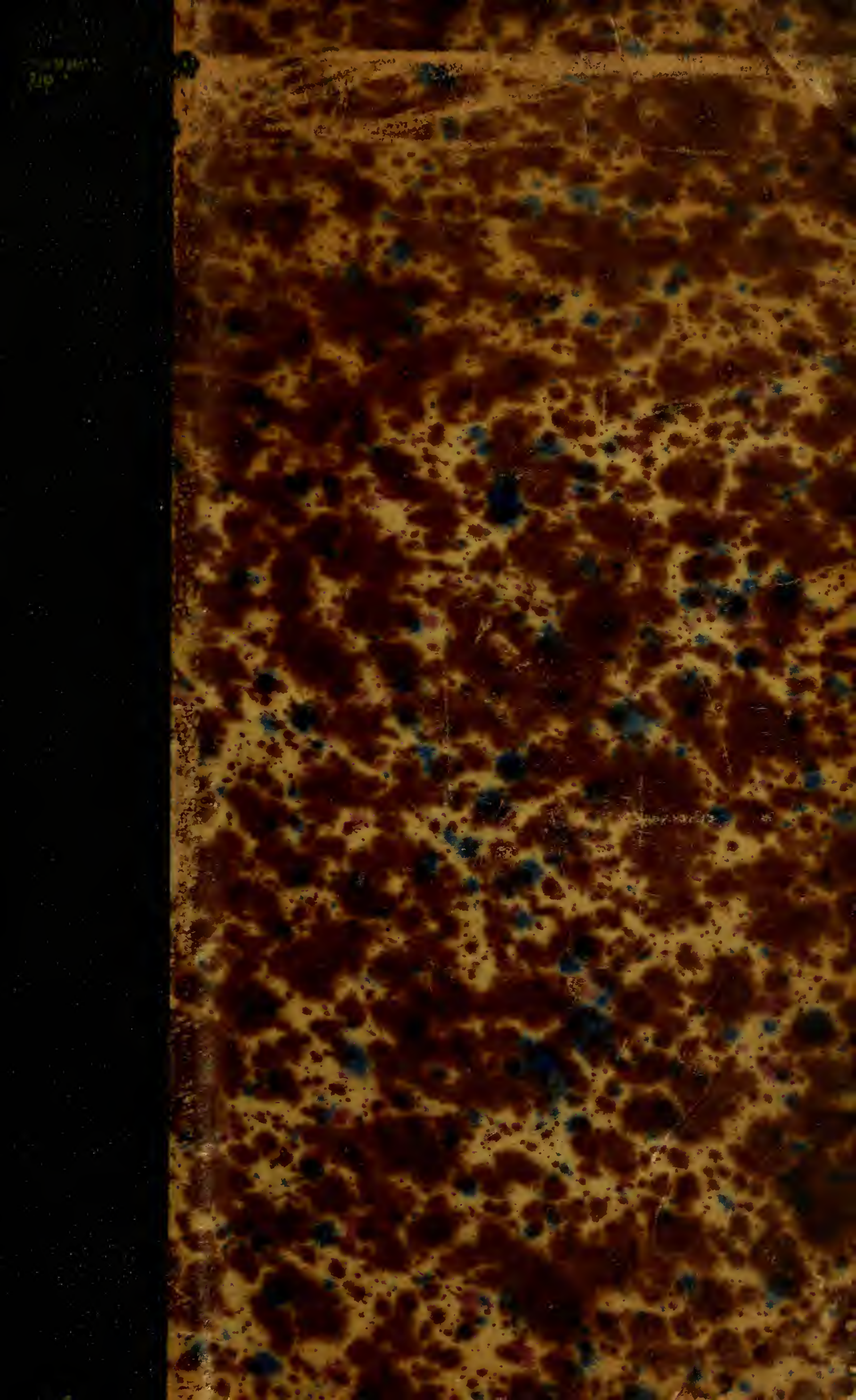
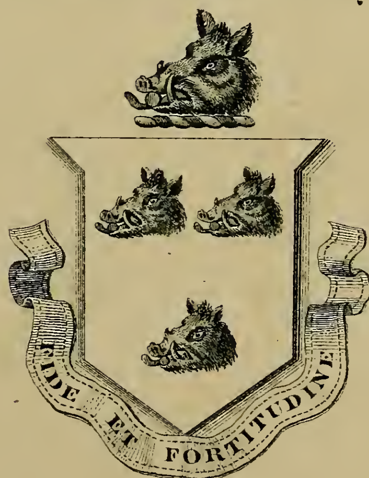
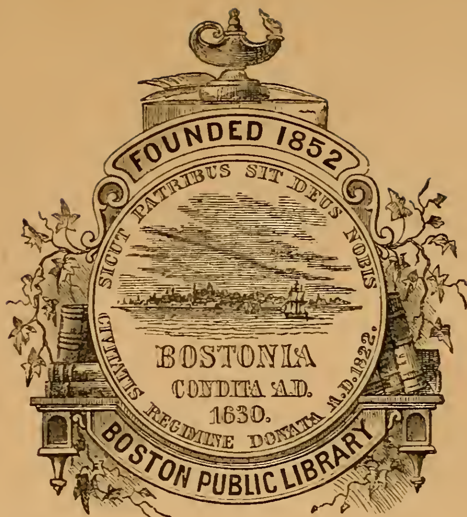



FIDE ET FORTITUDINE



PAMPHLETS.

French Revolution

1795

LA PAIX PERPÉTUELLE AVEC LES ROIS.

La paix ne vaut rien si elle n'est pas la dernière.

Tant qu'il existera en France une ligne de la déclaration des droits, les rois, les princes et les grands seront inévitablement ses ennemis ouverts ou cachés, toujours prêts à se coaliser et à prendre les armes pour détruire cette liberté, dont l'exemple leur fera perpétuellement craindre de trouver des imitateurs dans leurs esclaves.

C'est ce sentiment de haine profonde pour les droits des peuples, qui mit les armes à la main à tous les brigands couronnés de l'Europe, et c'est ce même sentiment qui leur fera toujours employer la violence ou la ruse pour étouffer jusqu'au souvenir des vérités consolatrices que nous avons si hautement proclamées.

Non, il ne peut pas y avoir de paix sincère entre les rois, qui se prétendent les envoyés de Dieu, entre les rois, qui mettent leurs caprices à la place de la raison, et le peuple qui défend sa souveraineté, si celui-ci ne parvient pas à les rendre tellement impuissans, qu'ils n'osent plus se montrer sans craindre de compromettre le reste de leur détestable autorité.

Et ce ressentiment des familles royales, nourries dans l'inégalité et dans la flatterie, contre tout ce qui a la moindre apparence de détruire immédiatement ou médiatement leur funeste pouvoir, est aussi fort que l'amour de l'existence dans la généralité des hommes : ceci n'a pas besoin d'être démontré à ceux qui savent de combien de prestiges se sont entourés les rois pour écarter de toutes les têtes le moindre doute sur la divinité de leur établissement, et combien ils emploient de précautions pour opposer à la vérité des digues presqu'insurmontables. Il importe essentiellement au bonheur des Français qu'ils sentent

toute l'étendue de ce principe, sur lequel il n'est pas permis d'élever des doutes sans méconnoître la profondeur du sot orgueil des rois; c'est le fil dont il faut se servir pour juger de leur attachement à notre république, de la sincérité de leurs promesses et de la réalité de leurs engagemens.

C'est encore de ce principe qu'il faut partir pour apprécier la futilité de cette politique diplomatique, qui veut fonder notre sureté sur la division des rois ou sur une prétendue balance, qui consiste à affoiblir les uns pour aggrandir les autres. et à nous faire trafiquer ainsi en tyrans de la terre, de la liberté et des droits des peuples.

Quoi! vous croyez à la bonne-foi de ces scélérats, dont l'existence repose sur le crime et sur la dissimulation! Et pouvez-vous vous flatter de faire oublier à ces adroits usurpateurs l'intérêt commun qui les rallie tous contre nos principes, et devant lesquels doivent naturellement se taire toutes les jalousies, toutes les intrigues des cours et tous les rapports de la politique ordinaire des rois?

Gouvernement français, prends-y garde. La consolidation de la liberté dépend surement de la qualité de paix que tu vas contracter avec les ennemis de la république. Rappelles-toi qu'en France le peuple a été proclamé souverain, et que cette seule proclamation suffit pour réunir sans cesse les rois contre nous jusqu'à ce qu'ils en aient effacé le souvenir. Rappelles-toi aussi, que l'arme la plus terrible avec laquelle nous les avons combattus, est ce saint amour de la patrie, cet enthousiasme divin qu'on n'est pas sûr de réveiller deux fois chez un peuple.

La coalition des tyrans sait bien calculer les effets des douceurs de la paix et les suites de l'attiédissement de l'enthousiasme national; elle compte profondément sur cet égoïsme dévorant qui efface par-tout les traces de l'amour de la patrie; elle se sent assez forte pour nous attaquer avec avantage, lorsque tous les ressorts seront détendus et les miracles de la liberté impossibles à renouveller.

Ah! je crains bien que ces cris violens, par lesquels on demande la paix générale, cet empressement avec lequel on s'efforce d'inspirer au peuple l'amour de la paix, sans s'embarrasser ni des conditions, ni des suites, ne soient les cris et l'empressement du royalisme, *qui veut endormir le lion pour l'enchaîner.*

Veux-tu donc, je m'entends dire, perpétuer les horreurs de la guerre? et ces millions d'hommes expirans, et ces campagnes dévastées, et ces manufactures languissantes ne t'inspirent aucune compassion?

J'avoue que je n'entends rien à ce genre d'humanité;

j'avoue que je préfère une guerre perpétuelle à l'asservissement des Français ; et je soutiens que, dans l'état actuel des choses, une paix immédiate, au lieu de réparer les plaies faites à l'espèce, prépareroient surement à la France de plus grands massacres, suivis de l'oppression et de la misère publique.

Mais la guerre ne sera pas perpétuelle ; et il est au pouvoir du gouvernement français de diriger tellement les hostilités qui nous restent à exercer, que la véritable paix, qui en sera la suite, laisse les rois dans l'impuissance de rien tenter contre la république, consolidée par l'augmentation de sa prospérité et de ses amis.

Je commencerai par l'exposition de ces moyens, j'en démontrerai successivement l'utilité, la justice et la facilité.

Ce plan, que je propose, consiste à tendre la main à des peuples qui invoquent depuis long-tems notre secours, et qui deviendroient nos alliés; à porter un coup mortel à la maison d'Autriche et à l'Angleterre, chefs de la ligue tyrannique, et à effrayer les rois, par la juste punition de leurs confrères, que nous pouvons aisément atteindre.

J'invite le gouvernement français à seconder, par tous les moyens, la révolution d'Italie, où il y a tant de dispositions à la liberté.

Cette révolution entraîneroit la détrônisation du roi de Sardaigne, du roi de Naples, de l'empereur comme archiduc, duc, ect. du Milanais, du Mantouan, ect. du pape et du duc de Parme ; ce qui feroit cinq fameux fripons de moins sur la terre et seroit un excellent augure pour tous les autres.

Je suppose que cette révolution soit faite, que les gouvernemens monarchiques qui oppriment l'Italie soient détruits par les efforts réunis des habitans et des armées françaises, et que les peuples s'y réunissent pour se donner une organisation et des lois. Examinons quels seroient les résultats de ce changement à l'égard des rois coalisés et de la république française.

D'abord 18 millions d'hommes, dont tous les moyens servent à présent à fortifier la coalition, deviendroient immédiatement les alliés de la république française ; et les rois, essentiellement affoiblis, auroient un nouvel ennemi à combattre.

Les nombreuses ressources du plus beau territoire de l'Europe échapperoient à la tyrannie pour servir d'appui à la liberté, et les principaux coalisés recevroient par là l'échec le plus terrible qu'ils aient encore éprouvé, échec qui les réduiroit à un silence éternel.

Par cet événement, la maison d'Autriche seroit dépouillée

de la plus belle partie de ses états, et deviendroit, par la diminution de ses armées et de ses revenus, une puissance secondaire dans la balance européenne : l'Angleterre perdroit la navigation de la Méditerranée, et par conséquent le commerce du Levant et le débit prodigieux de ses manufactures qu'elle fait à Gênes, à Livourne et à Naples.

Et l'influence de ces deux puissances, qui menacent l'indépendance de l'Europe, sur l'Italie, est telle, qu'elles ont toujours fait agir dans leur sens tous les petits tyranaux qui l'oppriment.

J'ajoute aux changemens favorables, qui seroient la suite d'une telle révolution, la destruction de la papauté, par laquelle tous les ressorts du fanatisme qui s'agitent encore en Europe, perdroient leur centre de gravitation; et la religion catholique, dépouillée de l'ambition de ses principaux ministres, seroit bientôt réduite à la simple morale de Jésus.

Au même instant où la déclaration des droits seroit publiée dans tous les coins de l'Italie, les greniers de la campagne de Rome, de la Pouille, de la Calabre, de la Sicile et de la Sardaigne, deviendroient à la disposition de nos départemens méridionaux, et la réunion de toutes les forces maritimes, depuis le Texel à Bayonne, et depuis Perpignan au golphe Adriatique, parviendroient à abaisser l'insolence du pavillon britannique.

Il ne seroit pas difficile, je crois, de prouver que la liberté de l'Italie, ajoutée à celle de la France et de la Hollande, acheveroit de déjouer les manœuvres des tyrans, et hâteroit prodigieusement la délivrance de toute l'Europe, perspective si flatteuse pour les vrais amis de l'humanité.

Mais quelque fut l'influence d'un pareil événement sur le sort du genre humain, toujours est-il vrai qu'il diminueroit de beaucoup les forces de nos ennemis, et augmenteroit prodigieusement les nôtres, ce qui est le plus sûr garant d'une paix durable.

Et si on veut se donner la peine d'approfondir cette matière importante, on sera forcé de convenir que les espérances des rois ne seront entièrement détruites, et leurs criminels efforts jamais réprimés, jusqu'à ce qu'un exemple semblable ne les effraie par l'idée de la punition que la nature inflige à la fin aux oppresseurs qui luttent contre les droits des peuples.

En effet, de quel triste présage ne seroit-ce pas pour les tyrans qui voudroient renouer contre nous leurs trames, le tableau de cinq rois ou princes détrônés, errans et misérables par suite de leur aveugle opposition à la voix de la vérité?

Il y a plus : cette punition est dans les bornes les plus étroites de la justice éternelle, et est commandée par elle aux peuples qui peuvent y prétendre sans nuire à leur existence ; car quelle seroit la garantie de la souveraineté et du bonheur des peuples, s'il ne leur étoit pas permis de punir les tyrans qui veulent y attenter ?

C'est ici le cas de rappeler la doctrine du bon J. Jacques, qui, refusant à un peuple le droit d'en asservir à un autre, prouve qu'une nation peut et doit détruire le gouvernement de son voisin, dont l'organisation et les principes sont incompatibles avec l'exercice de ses droits naturels.

Or, s'il est démontré que la coalition des tyrans ne cessera de s'agiter contre nous, que lorsqu'elle sera affoiblie et effrayée ; s'il est clair que rien ne peut plus l'effrayer et l'affoiblir, que la destruction des cinq ou six gouvernemens dont elle tire les plus grands moyens de nous nuire, il est aussi évidemment démontré que le peuple français a le droit de détruire ces gouvernemens ; et que le directoire exécutif est obligé de le faire, parce que le salut de la liberté l'exige, parce qu'il peut le faire et parce qu'il le peut facilement.

On objectera peut-être qu'il seroit injuste de confondre dans la destruction des gouvernemens italiens, ceux qui ne nous font pas la guerre. Je réponds que, sur onze gouvernemens qui divisent l'Italie, quatre seulement sont actuellement en paix avec nous, Gênes, Venise, la Toscane et Saint-Marin ; que leurs pays sont très-resserrés ; que Venise sert de frontière entre l'Italie et l'Allemagne, et que dans le changement des sept autres gouvernemens, le peuple des pays neutres resteroit le maître de suivre ou de ne pas suivre l'exemple des autres.

J'ai dit que le directoire exécutif est obligé d'employer les moyens qui sont en son pouvoir pour détruire les gouvernemens italiens qui nous font la guerre ; j'ajoute à présent que cette obligation est d'autant plus positive, que son exécution est de la plus grande facilité, et que tout annonce le vœu du peuple italien pour la liberté.

Les preuves de cette facilité et de ce vœu sont dans les mouvemens, qui, depuis la révolution, ont éclaté dans toutes les parties de l'Italie et dans les malheurs sous lesquels gémit le peuple Italien.

Ce que j'avance ici n'est pas exagéré ; et la narration des faits intéressera surement en faveur des amis de la liberté, existans en Italie, les patriotes Français qui aiment sincèrement l'humanité.

En Piémont, le peuple, excité par les étudians de Turin, demanda la révolution en 1791. Depuis cette époque,

les patriotes nombreux et répandus dans toutes les provinces, ont formé des clubs, ont entretenu des intelligences avec nos armées, leur ont fait livrer des places, et alloient faire main-basse sur la famille royale, lorsque, ayant été découverts au commencement de 1794, plusieurs furent arrêtés et pendus, et d'autres se réfugièrent en France. Ceux qui sont restés dans le pays, rendent encore des services à la république, et le gouvernement français sait qu'ils sont prêts à tout entreprendre pour la liberté.

A Naples, il y avoit des sociétés patriotiques depuis 1792; lorsque le contr'amiral Latouche fut à la fin de cette année devant Naples, elles envoyèrent des députations au large l'avertir que les patriotes étoient prêts, que des dispositions étoient prises pour empêcher les batteries de faire feu, et qu'il n'avoit qu'à tenir une conduite ferme. Depuis, elles ont fait un nombre infini de prosélytes dans toutes les parties du royaume; elles ont fait circuler des écrits et des chansons révolutionnaires, et elles étoient autorisées à espérer un grand succès, lorsqu'il s'éleva une persécution terrible qui dure encore. Un grand nombre de généreux martyrs de la liberté ont péri glorieusement sur les échafauds; d'autres meurent tous les jours dans des cachots horribles; d'autres servent en France la cause de la révolution: et un nombre incalculable de généreux enfans de Scévola, cachés sous toutes les formes, menace encore dans le pays, la tête du tyran.

Dans ce moment, les bastilles de Naples regorgent de patriotes, les rues de cette ville sont barricadées, les provinces sont en mouvement, et les patriotes qui y sont réfugiés, se battent avec les satellites du despotisme.

La Sicile est plus agitée que le royaume de Naples.

L'île de Sardaigne, où les idées révolutionnaires ont commencé à fermenter, est échappée au tyran du Piémont. Les Français y laissèrent en 1793 les germes de l'amour de la liberté, dans la constitution qu'ils donnèrent aux habitans de l'île Saint-Pierre, et dans l'excellente conduite qu'ils y tinrent.

Les mêmes mouvemens se firent sentir en Toscane en 1791, et à Gênes en 1794.

Plusieurs communes des pays conquis, en Italie, qu'on a si cruellement maltraitées, demandèrent il y a un an leur réunion à la république française.

Qu'on se rappelle d'ailleurs avec quelle indignation le peuple Génois traita les Anglais après l'assassinat de la Modeste; qu'on interroge les patriotes qui ont voyagé dernièrement en Italie, et on se convaincra que le nombre des amis de la révolution y est grand, et que la masse du peuple,

accablée par les maux de la guerre, y demande à grands cris (sur-tout en Piémont) l'entrée des troupes Françaises.

Ces faits servent à justifier par des nouvelles raisons la destruction des gouvernemens italiens; elle ne seroit pas seulement l'effet de la vengeance de l'humanité infligée par le peuple français, mais elle seroit aussi le résultat de la volonté des Italiens, maintenant comprimés par les armées ennemies; en sorte que les Français ne feroient que remplir l'obligation imposée par la grande société humaine à tous ses membres, envers les sections, dont la voix est étouffée par la tyrannie et par la force supérieure.

L'on voit aussi que toutes les objections contre les conquêtes ne sont pas applicables à ce projet; car il n'est ici nullement question de conquérir, mais il s'agit seulement de garantir à jamais la république française de toute aggression, en punissant exemplairement les gouvernemens coupables envers l'humanité entière, et en gagnant, par le don de la liberté et de l'indépendance, l'amitié des peuples, dont ils étouffent la volonté.

Quel grand parti n'auroit-on pas pu tirer de tant d'heureuses dispositions, si on eut su réunir à un point commun les efforts isolés de toutes les parties de l'Italie, et les enhardir par des encouragemens nécessaires dans les premiers pas contre le despotisme.

Mais ce qui n'a pas été fait peut l'être avec d'autant plus de succès, que l'armée française en Italie, a pleinement triomphé des austro-sardes.

Que les patriotes italiens puissent une fois se convaincre que nous voulons de bonne-foi les seconder et les secourir; que les drapeaux tricolores paroissent en Piémont et il s'élève aussitôt une foule d'amis de la liberté qui épouvanteront et mettront en fuite les tyrans de l'Italie.

Cependant n'oubliez pas, Français, que l'Italie fut autrefois votre tombeau, et qu'elle pourroit le devenir encore si vous n'y entrez pas en amis des peuples, dont vous devez être les libérateurs. Rappelons à nos armées cette devise sublime, qui nous attira autrefois l'amour de l'Univers: *Guerre aux châteaux, paix aux chaumières;* que les Italiens trouvent véritablement en nous des alliés et non des dominateurs ni des conquérans; ils ont aussi besoin qu'on ménage leurs opinions religieuses, et si nous ne voulons pas que la justice de cette entreprise se tourne en horreur, et son utilité en calamité et en revers, ne permettons pas que l'indiscipline de l'armée, et sur-tout la barbare cupidité des administrateurs militaires, qui désole le pays conquis en Italie, changent l'amour des peuples en haine, et rivent de plus en plus les chaînes que nous voudrions briser.

35

Maurice S.

Fréron démasqué

1795 (early).

